

Leveau (Rémy) - *Le sabre et le turban, L'avenir du Maghreb.*

Monsieur Ghassan Salame

Citer ce document / Cite this document :

Salame Ghassan. Leveau (Rémy) - *Le sabre et le turban, L'avenir du Maghreb.*. In: Revue française de science politique, 43^e année, n°5, 1993. pp. 860-863;

http://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1993_num_43_5_394786_t1_0860_0000_002

Document généré le 31/05/2016

très logiquement que l'ouvrage débouche, au-delà de la sécularisation, sur une désinstitutionnalisation affectant tous les croire institués, c'est-à-dire tout entière orientée vers la mise en évidence de l'impossibilité même de l'institution contemporaine du croire¹. Or, on le conçoit aisément, il est difficile de convaincre un bonhomme de neige des vertus du soleil de printemps...

Il est toutefois douteux que ces controverses prévisibles puissent occulter le considérable apport de ce beau et grand livre à une réflexion portant, en dernière analyse, sur la question, centrale, massive, du lien social, c'est-à-dire, ici, de la possibilité, aujourd'hui, demain, d'articuler des croire individuels et des croire collectifs.

Patrick MICHEL
CNRS

Groupe de sociologie des religions

LEVEAU (Rémy) — *Le sabre et le turban, L'avenir du Maghreb*. - Paris, F. Bourin, 1993. 20 cm, 272 p. Notes bibliogr.

L'identification des principaux acteurs maghrébins et l'explicitation de leur stratégie sont au centre du dernier ouvrage de R. Leveau. En s'interrogeant sur l'avenir du Maghreb, l'auteur renoue avec un terrain autrefois pratiqué en profondeur. La perspective, avant limitée au seul Maroc, s'élargit à présent pour embrasser une aire qui va du royaume chérifien jusqu'aux confins libyques; le fellah, hier objet d'une monographie devenue classique², se démultiplie aujourd'hui en de nombreux acteurs sociaux et politiques; le passé qui pesait sur l'approche est maintenant complété par l'analyse d'un présent mouvementé et l'interrogation d'un avenir incertain. C'est dire l'intérêt d'un livre pensé à la fois au travers et au-delà d'une actualité maghrébine de plus en plus chargée et, surtout, avec un louable détachement à l'égard des interprétations les plus courantes et les moins convaincantes de cette actualité.

Le constat de départ est que les modèles autoritaires que les pays du Maghreb s'étaient donnés au lendemain de leur indépendance ne sont plus opératoires. L'approche s'insère ensuite dans l'interstice qui sépare ce constat d'un autre, autrement plus difficile à faire, celui de l'improbabilité d'une démocratisation immédiate, d'un pluralisme effectif à courte échéance. Les différentes formes d'ouverture (sous contrôle au Maroc, bien décevante en Tunisie, contradictoire et sanglante en Algérie) démontrent également que la voie d'un pluralisme réel ne saurait être que graduelle et qu'elle gagnerait, au départ, à être fondée sur un « pacte » plus ou moins explicite où le pouvoir, hier autoritaire, et l'opposition devenue incontournable s'entendent sur la fonction exacte d'éventuelles élections et sur la démarcation de lignes rouges qu'aucun acteur ne saurait dépasser. Car il est évident, au Maghreb, comme sous d'autres tropiques d'ailleurs, que les autoritarismes se figent encore plus dans leurs pratiques quand ils sont menacés par l'émergence d'un pouvoir aussi discriminatoire que fut le leur. Cette idée de « pacte », défini par G. O'Donnell, P. Schmitter et L. Whitehead³ comme « un accord explicite mais non toujours interprété publiquement entre un ensemble défini d'acteurs et tendant à définir les règles gouvernant l'exercice du pouvoir sur la base de la garantie mutuelle des intérêts vitaux de chaque partie », a été,

1. Je rejoins complètement l'auteur sur ce point. Voir à ce sujet mon article, « Pour une sociologie des itinéraires de sens : une lecture politique du rapport entre croire et institution. Hommage à Michel de Certeau », publié dans l'excellent dossier réuni par Jean-Paul Willaime sur le thème « Croire et modernité » pour les *Archives de sciences sociales des religions*, 81 et 82, 1993.

2. Rémy Leveau, *Le fellah marocain défenseur du trône*, Paris. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985 (2^e éd.).

3. *Transition from authoritarian rule: prospects for democracy*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986.

on le sait, reprise et développée par A. Przeworski¹ qui a insisté sur sa nature de technique « autoritaire », en ce sens qu'elle ouvre, par une série d'exclusions et d'auto-limitations réciproques, la voie à une possible démocratisation. L'auteur a eu sans doute raison, notamment à la lumière des déboires algériens, d'introduire ce concept prometteur dans le cadre maghrébin où le niveau d'explicitation du « pacte » éventuel, le rapport entre les forces les plus significatives, la nécessité d'intégrer le concept dans la culture locale sont des questions qui restent ouvertes et qui méritent encore d'être reposées.

C'est donc un espace autre, qui n'est ni celui du turban dominateur, ni celui du sabre sécateur, qu'il s'agit d'inventer : entre l'un et l'autre, R. Leveau ne choisit pas et ne semble guère avoir de préférence. Un espace politique stable et ouvert ne saurait émerger ni de l'un ni de l'autre de ces deux acteurs, ni d'ailleurs de leur exclusion mutuelle. Les pouvoirs en place, immodérément inquiets face aux revendications des islamistes, ne trouveront guère de salut en se fiant aux militaires : les premiers sont vocaux, violents et très souvent contradictoires, les seconds peuvent être hésitants, vulnérables, voire peu fiables.

C'est que si le pouvoir en place n'a pas changé (ce qui n'est souvent qu'une apparence tant les sociétés sont devenues complexes et tant la survie des pouvoirs a été liée à une capacité d'adaptation permanente) l'opposition, elle, n'est plus guère ce qu'elle fut : le Maghreb présent, lui aussi, vit à l'heure de la contestation islamiste. Un des grands mérites de cet ouvrage est dans la manière d'aborder cette dernière en n'omettant pas un seul instant de la replacer dans son contexte. Ni fascination ni rage, l'auteur aborde les islamistes comme des Maghrébins en mal d'une langue d'expression et qui croient l'avoir pour le moment trouvée en l'islam. Voilà une belle leçon d'hygiène analytique dispensée par un auteur pour qui le Maghreb n'est pas devenu pertinent le jour où il a secrété de l'islamisme et qui ose aborder ce dernier comme un moment dans une longue trajectoire. Réintégrer les intégristes dans un jeu politique non confrontationnel est donc une condition sine qua non d'une véritable stabilité même si R. Leveau mesure bien la difficulté que les appareils en place rencontrent à accepter ce diagnostic et, encore plus, à l'appliquer. Il note, en attendant, que l'islamisme est, aussi, un facteur d'intégration dans des sociétés toujours menacées par la segmentarité, et qui, de surcroît, sont aujourd'hui hantées par les laissés pour compte d'un développement économique mal maîtrisé. L'auteur va-t-il trop loin en affirmant que « les islamistes sont les seuls à pouvoir cautionner les réformes nécessaires à l'introduction de l'économie de marché que les bureaucrates réformateurs tentent avec beaucoup de maladresse » ? (p. 203). Peut-être ; mais se dessinent ainsi les contours d'un marché politique potentiel dans lequel les islamistes seraient les garants d'une modernisation économique alors que leur utopie culturelle investirait, en contrepartie, une partie du champ social. C'est de ce genre de compromis que les évolutions politiques pacifiques sont souvent faites, mais R. Leveau reconnaît, avec réalisme, que l'on n'en est pas encore là.

L'auteur n'est guère plus fasciné par les militaires du Maghreb, que d'autres ont tôt fait de baptiser « dernier rempart et ultime recours ». Il faut en effet une belle dose de naïveté pour faire des forces armées, ici ou ailleurs, un bouclier protecteur d'une démocratie encore à inventer. Il en faudrait presque autant pour en faire les garants de la stabilité. Au Maghreb, les militaires ont souvent été perçus comme une menace pour le pouvoir établi, poussant ce dernier (notamment au Maroc et en Tunisie) à doter le ministère de l'Intérieur de charges essentielles dont précisément celle de surveiller les militaires. Et puis, « les officiers comparent leur situation quelques lustres après l'indépendance avec celle de leurs camarades de lycée entrés dans l'administration ou dans une carrière politique, et ils ont alors le sentiment d'accomplir un " sale travail " qui permet à d'autres de conserver des avantages vite et mal acquis » (p. 206).

Ces « avantages » pudiquement rappelés par l'auteur, certains regretteront de ne point les voir plus explicitement exposés. Car il y a peut-être aussi, au cœur

1. *Democracy and the market. Political and economic reforms in Western Europe and Latin America*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

de l'agitation maghrébine, une véritable revendication éthique que les islamistes ont su, mieux que d'autres, détourner à leur profit. Le dirigisme économique et l'autoritarisme politique se sont en fait accompagnés de réseaux de passe-droits, de confusion du privé avec le public, de népotisme original et de banale corruption. C'est bien dans ces thèmes que la démagogie la plus outrancière trouve son vivier le plus fructueux : d'aucuns en Algérie ont fait recette en évoquant « les 23 milliards de dollars » perdus en commissions, d'autres ont dessiné de la propriété du Maroc un ouvrage retentissant, le népotisme n'est guère absent des conversations tunisoises. L'explosion démographique (aujourd'hui ralentie), l'urbanisation chaotique (toujours pesante) sont également mal gérées, aggravant de profondes frustrations sociales d'autant que « l'incapacité de l'Etat à satisfaire les besoins matériels ou à donner de nouvelles raisons de vivre aux populations urbaines est flagrant » (p. 38). Mais R. Leveau nuance son propre jugement : cette flagrante incapacité ne suscite pas un niveau de violence revendicatrice, ailleurs de mise. C'est que « l'engagement des pouvoirs publics n'a jamais atteint au Maghreb l'importance qu'il a pu avoir à l'égard de la société civile dans un pays comme l'Egypte » (mais ce constat, vérifiable dans l'ensemble, n'est peut-être pas aussi vrai pour l'Algérie).

Cela ramène la discussion sur l'acteur central entre tous et l'objet de toutes les convoitises : l'Etat. L'Etat maghrébin, dont les origines coloniales constituent encore un héritage solide, fonde l'identité, intègre les segments, délimite le champ politique et se veut interlocuteur exclusif de l'étranger. Mais s'il hésite à s'engager plus avant dans la société civile, c'est qu'il reconnaît aussi ses limites, épargnant jusqu'ici aux sociétés maghrébines les velléités totalitaires constatées dans certains pays du Levant.

Mais de quelle société parlons-nous ? L'auteur du *Fellah marocain* revisite son objet pour découvrir que « l'ancien caïd du protectorat qui régentait encore dans les années 1960 une population nombreuse de bergers, de métayers et de moissonneurs » a été remplacé par un fils ou un neveu qui a l'apparence d'un entrepreneur moderne plus soucieux de profits comptabilisés que d'emplois. Ailleurs, la société se forge en croissant, elle s'urbanise spontanément, elle se diversifie en mettant à mal les idées éculées. Cet ouvrage n'est pas un traité de sociologie maghrébine et peut-être que les acteurs politiques y occupent un champ disproportionné, mais le contraste entre la permanence formelle des pouvoirs sur une trentaine d'années et les mutations sociales très profondes est bien rendu et surtout exposé comme la cause fondamentale des impasses actuelles.

Mais R. Leveau se pose aussi la question de savoir si cette fascination que la conquête de l'Etat exerce sur les différents acteurs politiques n'a pas, déjà, quelque chose d'archaïque. Non seulement l'Etat ne pourrait être plus qu'il ne fut, mais il est aussi confronté aux multiples défis de la transnationalité, « dont une part croissante, échappant aux contrôles, s'installe avec l'Europe ». Rappelant avec raison que l'histoire du Maghreb autant que son avenir se déclinent, dans une large mesure, sur le mode de la migration, celle des colons européens d'hier, celle des Maghrébins expatriés d'aujourd'hui, l'auteur est impatient de voir les pouvoirs en place sortir de cette culture étatiste passablement surannée pour assumer leur rôle dans le fait migratoire jusqu'ici simplement tu, au mieux allusivement évoqué, et quelquefois traité avec une superbe royale peu convaincante.

Le fait migratoire est le premier symptôme de la transnationalité, et par conséquent du constat que les acteurs, au Maghreb, ne peuvent pas être exclusivement maghrébins. Dans la détermination de l'avenir de cette région, l'Europe est en première ligne, et les chiffres du commerce extérieur maghrébin dévoilent une dépendance encore puissante, sans doute durable. La langue est un lien, la Méditerranée une voie de passage plutôt qu'une frontière, et si le Maghreb emprunte au Levant arabe (voire iranien) nombre de ses idées et se montre soucieux de vivre, au moins partiellement, en communion avec lui, les investissements « golfiens » au Maghreb sont restés bien décevants. L'Europe est à la fois influence et modèle, mais les vecteurs de l'une et de l'autre ne sont plus tant

l'université ou la coopération que les médias si avidement captés de l'autre côté de la *Mare nostrum*, les valeurs artisanalement ré-ordonnées par le travailleur expatrié et sa descendance, et les images de l'autre que l'on se fait dans la colère des crises ou dans l'attrait d'un consumérisme impossible. Bref, autant de vecteurs qui échappent au contrôle sourcilieux des Etats, qui fondent une relation d'avenir inévitable mais largement imprévisible et, surtout, qui investissent d'une manière spontanée sinon sauvage cet interstice encore béant entre le sabre et le turban.

Ghassan SALAMÉ
CNRS

Centre d'études et de recherches internationales
Fondation nationale des sciences politiques

HIRT (Jean-Michel) — *Le miroir du Prophète (Psychanalyse et Islam)*.
— Paris, Grasset, 1993. 23 cm, 277 p.

J.-M. Hirt, maître de conférences à l'Université Paris VII, avait donné dans l'ouvrage collectif *L'islam en France*¹ une réflexion impressionnante sur les maladies de l'exil.

Avec cet ouvrage, qui est à la fois une réflexion théorique sur le miroir psychique en islam, la possibilité d'appliquer la psychanalyse à des musulmans et l'exposé de son expérience de clinicien en milieu émigré, J.-M. Hirt ouvre des perspectives qui ne peuvent laisser indifférents les politologues et sociologues spécialistes de l'émigration.

A une époque où plus personne ne propose de *policies* ou politiques publiques qui ne soulèvent débat, en matière de régulation des conflits de banlieues, d'insertion des jeunes qui ont eu le droit à la différence, il était peut-être opportun que quelqu'un nous rappelât les dégâts commis par la transgression de la religion du Père comme nécessité intégrationniste.

Bien que R. Draï ait commis autrefois une thèse sur « Psychanalyse et politique », nous savons la réticence de certains de nos collègues à ce type d'exercice : et pourtant ! La lecture de ce travail est éclairante : en « Occident », le découpage de ce qui se donne à voir et de l'invisible renvoie en fait à la vieille tarte à la crème de la « séparation », pilier doxique de ce qui ferait l'originalité du politique chez nous et pas chez les autres. Là encore, les travaux de toute notre génération (outre Raphaël Draï déjà nommé, Bertrand Badie, Dominique Colas et tant d'autres) ont bien montré que, sur ce point, l'islam n'était pas aussi différent que le sens commun le croyait et que la laïcité n'était pas aussi universelle que ce que le prétendaient les « radicaux-cassoulet ».

J.-M. Hirt nous éclaire d'abord sur l'iconologie/clastrie et sur la mise en place originale d'une texture, d'un texte-lecture (le Coran) qui est une organisation spécifique de la vue, du regard et du reflet. Puis il rappelle combien les penseurs musulmans ont souligné la primauté du visuel dans la constitution du sujet. Or l'émigré ou l'immigré, objet qui campe chez nous comme le prolétariat dans le capitalisme, est immergé dans un flot d'images hors de sa culture qui le submerge.

C'est ici qu'intervient la grande leçon que nous tirons de cet ouvrage (qui a d'autres qualités que nous ne pouvons traiter ici, en particulier, une utilisation remarquable de l'œuvre de l'émir Abdelkader !) : l'étude des effets pathologiques de la migration et de la vision dans certaines situations cliniques, où intervient l'origine musulmane (plus ou moins assumée) du sujet, permet de vérifier la valeur de l'analogie freudienne entre le transfert et le phénomène religieux. C'est pour cela que nous faisons ici plusieurs fois référence aux travaux de R. Draï : dans son dernier ouvrage (*La communication prophétique*²), s'il révoque en doute

1. B. Etienne, J. Leca (dir.), *L'islam en France. Islam, Etat et société*, Paris, Editions du CNRS, 1990 (coll. « Etudes de l'Annuaire de l'Afrique du Nord »).

2. Tome 1, *Le Dieu caché et sa révélation*, tome 2, *La conscience des prophètes*, Paris, Fayard, 1990 et 1993.